L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

LUNDI MATIN, 25 NOVEMBRE 1833.

POUR GOUVERNEUR :

J. B. DAWSON.

POUR MAIRE :

JOHN H. HOLLAND.

POUR ALDERMAN—5ème. DISTRICT.

ALFRED DUCROS.

POUR LE CONGRES :
1er. district—CHARLES GAYARRE.
2d district—JAMES M. BRADFORD.

Extrait d'un acte de la Législature du 14 mars 1830.

"Art. 5. *Et il est de plus décrété* que la maréchaussée ne recorder seront choisis parmi les citoyens CHEFS DE FAMILLE résidant dans la ville susdite à l'époque de leur élection, et qui ont toutes les *qualités requises* par les lois *existantes*"

Concitoyens, si la loi veut cette condition pour occuper la place de maire, jugez si le respect pour les mœurs n'exige pas encore plus impérieusement qu'on la trouve dans le candidat à la place de gouverneur de l'Etat.

Observateurs des lois et des mœurs.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 25 Novembre 1833.

La malle d'hier n'a rien apporté de nouveau.

La troupe d'acteurs américains est partie de Louisville sur le bateau-à-vapeur CHAMPION, le 16 de ce mois.

Mr. Jours N. DUNCAN a été nommé un des Juges de la Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, en remplacement de Mr. B. Beauregard, du Marshal de la même cour.

Le météore qui a été vu ici dans la nuit du 12 au 13 de ce mois, et qui a causé une si grande surprise à ceux qui en ont été les témoins, s'est fait aussi remarquer à Charleston la même nuit. Il paraît qu'il a commencé et fini à la même heure qu'ici. Nous apprendrons sans doute bientôt qu'il a été aperçu dans des contrées plus éloignées.

QUE SE PASSE-T-IL EN EUROPE ?

Il nous tarde beaucoup de recevoir des nouvelles d'Europe; car les grands évènements qui s'y préparent en ce moment, doivent nécessairement opérer des changements à l'*status quo* que les puissances vont être obligées de rompre, pour mettre fin à un état de choses qui laisse tout dans une incertitude bien plus cruelle qu'un mouvement quelconque, où les positions des parties se dessineront d'une manière nette. Les trois puissances du nord viennent d'avoir une conférence. Là les plans ont été dressés, on s'est concerté sur les moyens qu'il y aurait à prendre pour sortir du grand embarras où l'on se trouve depuis trois ans. Mais rien n'a transpiré, on ne connaît pas la résolution qui a été arrêtée. On observe seulement que des armements considérables se font, que des troupes nombreuses s'avancent vers les frontières de France, que l'Ambassadeur Talleyrand a quitté Londres pour se rendre à Paris, et qu'il a été accompagné jusqu'à Douvres par Lord Wellington et son fils (circonstance qui mérite d'être remarquée) que Louis Philippe se dispose à dissoudre la chambre des députés qui a osé refuser l'allocation demandée pour la construction des forts détachés, l'unique moyen trouvé par les tyrans pour arrêter l'élan révolutionnaire dont Paris est le foyer. Car, si les rois de France et d'Angleterre n'ont pas l'intention, ce qui est probable, de soutenir la guerre contre les trois monarques du nord ; il n'y a pas de doute qu'ils sont dans le secret. Mais on a eu la sage précaution de ne pas les admettre à ce congrès ; car c'est là inspirer de la défiance à ces deux peuples plus avancés et par conséquent plus susceptibles que les autres, mais; si les rois s'entendent pour tromper et asservir les peuples, les peuples aussi se ligueront pour écraser et anéantir les rois.

A tous ces embarras des rois, si l'on ajoute la querelle entre la Hollande et la Belgique qui n'est qu'assoupie ; la lutte entre Miguel et don Pedro dont on ne peut prévoir l'issu, si l'on n'intervient pas pour y mettre fin ; les affaires de la Suisse qui ne laissent pas d'être sérieuses, celles d'Espagne qui semblent se brouiller, celles d'Italie que la moindre étincelle peut rallumer, celles de Pologne qui ne s'éteindront qu'avec le dernier Polonais, celles d'Irlande &c., on pourra se faire une idée de la grande tragédie qui va se jouer en Europe et de l'empressement avec lequel nous attendons des nouvelles de cette partie du monde.

Les rois s'en vont, mais avant de céder la place aux peuples, ils feront couler des flots de sang. Quand la guerre éclatera, il y aura un choc terrible, mais décisif, d'où jaillira un incendie général dans toute l'Europe. Alors les rois disparaîtront, mais il surgira un nouvel ordre de choses, alors toutes les bases sur lesquelles repose la société actuelle, seront changées. Cette grande époque n'est pas éloignée, nous la reconnaissons à des signes certains. Les journaux vont donc être du plus grand intérêt, pendant long-temps. Car, ce qui se passera en Europe aura du retentissement en Amérique, et retournons-le bien ; si, par impossible, les rois triomphaient, et parvenaient à river les fers des peuples, ce résultat aurait la plus grande influence sur nos destinées futures. Mais, ne craignons rien, il n'en sera pas ainsi. Il existe une loi suprême contre laquelle la puissance des rois vient se briser, c'est la loi du progrès.

FRANCE.

BORDEAUX, 2 octobre.

On écrit de Livourne :

"Le 11 septembre, la comtesse de Lucheusi est partie de Pise pour aller à Florence, d'où elle est repartie pour Prague le 17, ayant laissé sa petite fille à Livourne, sous la surveillance du consul de Naples.

"Le dépôt d'armes débarqué à Massa est dirigé par terre sur Modène."

—Le général Lafayette a eu une longue conférence avec l'ambassadeur de la république des Etats-Unis, M. Livingston, son ami depuis cinquante-six ans. On croit que la conférence a roulé sur le traité avec les Etats-Unis pour l'exécution duquel la chambre paraît peu disposée à voter les 25 millions. (*Courrier.*)

—L'impératrice Marie-Louise a fait abandon à Mme. Letitia Bonaparte, mère de l'empereur, de toute la succession du duc de Reichstadt. Dans cette succession figurent les legs nombreux faits par l'empereur à son fils. Mme. Letitia a fait aussitôt dresser un acte par lequel elle donne au musée français les armes de Napoléon et la fortune de son petit-fils aux hôpitaux français. Cet acte est arrivé, dit-on aujourd'hui à l'un des plus illustres compatriotes de l'empereur. (*Le Temps*)

Une lettre particulière de Carthagène, après avoir donné sur l'assassinat du colonel Woodbine, les détails qu'on a pu lire dans les journaux d'aujourd'hui, ajoute ce qui suit:

"La conduite du colonel français, M. Barrot, dans cette désagréable affaire, a été digne des plus grands éloges. M. Barrot a été à plusieurs à se rendre au convoi du défunt, et bien sûr en lui enjoignant avec menaces de se retirer, il a déclaré avec fermeté qu'il s'y refusait et qu'il était décidé à remplir son devoir en rendant les honneurs funèbres à un officier d'un souverain ami du Roi des Français. Des énergumènes n'ont pas tenu compte de cette protestation et ont employé la force pour le contraindre à quitter le convoi, alors le consul français a dû arborer qu'il était enlever du son hôtel les armes de France, s'il n'obtenait pas une satisfaction prompte et éclatante de l'insulte dont il venait d'être l'objet. Je vous tiendrai au courant des suites de cette affaire.

"Presque tous les noms des maisons de Carthagène sont couverts de placards invitant les étrangers à partir, sous peine de partager le sort du colonel Woodbine."

BAYONNE, 27 septembre.

M. Garbonel, secrétaire d'ambassade, est arrivé ici cet après-midi, et a fait partir immédiatement une estafette pour Paris, avec des dépêches pour Londres, Saint-Pétersbourg, Vienne et Berlin.

Ce secrétaire rapporte qu'à son départ de Madrid divers bruits contradictoires circulaient sur une action qui aurait eu lieu entre don Pedro et don Miguel, et que ce dernier aurait eu l'avantage, puisque il se serait emparé de Penicha, Faro et Belem. Toute fois, il ne donnait cette nouvelle que comme un bruit.

ESPAGNE.

MADRID, 24 septembre.

Par une proclamation de Lamiar, du 6 septembre, don Miguel accorde un grade au-dessus de celui qu'il a, à tout officier qui le premier rentrera dans une redoute qui restera au pouvoir de son armée, et vingt reis à chacun des dix premiers chefs ou soldats. Il promet de licencier une partie des volontaires royalistes et miliciens qui se montreront bien lorsqu'il rentrera dans Lisbonne. Il promet également de payer et d'habiller l'armée qu'il a sous les armes.

PORTUGAL.

YELVES, le 20 septembre.

Nous avons reçu des nouvelles de l'armée d'opération jusqu'au 15 septembre : à cette époque elle occupait les mêmes points qu'après l'action du 5 et les fortifications en se préparant à une attaque générale sur les lignes de Lisbonne. L'ennemi, dans l'impossibilité où il se trouve de se maintenir en campagne contre l'armée de S. M., reste toujours derrière ses retranchemens.

Le 14, nos postes avancés jetèrent l'alarme chez l'ennemi, en faisant une démonstration vers le centre de la gauche de la ligne qu'il occupe. Tout se réduisit à quelques coups de feu de tirailleurs, dont le résultat fut quelques morts et blessés de part et d'autre, sans qu'une attaque eu ferme ait eu lieu.

ANGLETERRE.

(*Courre pondance anglaise.*)

LONDRES, 28 septembre.

Je ne vous ai pas écrit depuis la fin de la session, parce que réellement, pendant tout l'intervalle, il y a eu une sorte de suspension dans le mouvement politique de ce pays. Il semble que tout s'arrête avec le parlement. Ministère, opposition, partis, tout le monde profite de ce premier moment de loisir. Le besoin de repos, les distractions ou les affaires de la campagne, les intérêts de la propriété, les ennuis mêmes de l'oisiveté, entraînent dans les provinces tout ce qui peut quitter Londres. Ce n'est pas un des moindres avantages de ce pays que cette perpétuelle circulation, ce mouvement régulier entre la capitale et les points les plus éloignés de l'empire. Il n'y a pas ici, ni l'on en excepte l'Irlande, pays d'exception péniblement remorqué à la suite de la Grande-Bretagne, il n'y a pas, dis-je, de province, de hameau, oublié, déshérité, où la civilisation ne pénètre jamais, victime résignée de la centralisation. La métropole n'a point le monopole des idées, des progrès; elle n'absorbe pas tous les capitaux, toutes les capacités : on n'y dépense qu'une partie de sa vie. Certes tous ceux qui courent les provinces dans cette saison n'y apportent pas une influence complètement utile. Beaucoup de temps se dépense en satisfactions de vanité, en jouissances des grandes fortunes, en chasses, en courses, en promenades aux eaux, en séjour dans ces villes auxquelles la mode accorde quelques semaines ; mais il y a au fond de toute cette agitation un résultat avantageux, un accroissement et une sorte de diffusion de consommations, un échange et un mouvement d'idées, des rapprochemens de personnes et une vie générale bien préférable à la triste et monotone existence de nos pauvres provinces.

C'est à peine s'il reste ici un ou deux ministres pour avertir nos collègues en cas d'évènement extraordinaire, et cela s'étend même aux employés secondaires des administrations. La justice, seul les tribunaux de police, se repose. Il n'y a de ministère permanent que celui des affaires étrangères. Cette diplomatie, qui jamais ne repose, qui prétend dictaturer aux monarques de Teplitz à Schwedt, et de Schwedt à Munchen-Gratz, retient, quoiqu'il en ait, lord Palmerston dans le sombre séjour de Downing-Street. Il a eu, il y a quelques jours, l'aimable distraction du voyage de donna Maria. On a reçu la jeune reine et la duchesse de Bragance avec cette politesse de cour qui n'engage rien, car on n'a pas ici de jeune prince à pourvoir. Les deux princesses ont quitté l'Angleterre emportant avec elles la stérile cortège des harangues de mag strats, des félicitations de princes et de courtisans. J'oubliais un exemplaire du livre de Delolme sur la constitution anglaise, qu'un grave membre du parlement s'est cru obligé d'offrir à donna Maria pour charmer les ennuis de la traversée. Le accueil de Windsor ne garantit pas celui de Lisbonne. Il est bien prouvé que cette cause de don Pedro, si hautement proclamée de la justice, de la légitimité, de l'humanité, est et a toujours été abandonnée à elle-même par la France et l'Angleterre. C'est le métier du gouvernement français de laisser aller les unes après les autres toutes les alliances, toutes les influences, se défendant des sympathies les plus naturelles, les sacrifiant à la peur ou à de misérables considérations de famille. Il paraît bien décidé que nous n'aurons d'amis que par le mariage de nos fils et de nos filles, manie bourgeoise des jeunes royautés. On a vu sous l'Empire, ce que cette propagande de dynastie pouvait rapporter à la France.

La conduite de l'Angleterre, qui n'a pas pour excuse toutes ces susceptibilités mesquines, tous ces désappointements de père de famille, est inexplicable. Il est évident aujourd'hui que don Pedro peut-être jeté dans le Tage sans qu'on en soit autrement ému ; ou s'il évacue Lisbonne, s'il se retire sur sa flotte, s'il regagne Oporto, c'est à recommencer cette guerre si édifiante, conduite avec tant de loyauté, le tout pour tenir en haleine la valeur et le génie militaires des carlistes, pour préparer les plans de campagne de M. de Beaumont sur un plus vaste théâtre. Et voilà ce qu'on appelle maintenir la paix du monde ! et c'est au moment où don Miguel se fut estimé heureux que l'on reconnut son emprunt, qu'il ne tenait plus campagne que pour les intérêts de la bourse de Paris, que cette guerre, si généreusement entreprise pour le plus grand honneur de la légitimité, n'était plus qu'une opération de finance, que l'on livre le Portugal à toutes les horreurs qui le désolent ! Tout ceci est encore un des résultats déplorables de la politique du gouvernement français.

C'est par lui, c'est à son instigation, que le cabinet de Londres s'est toujours opposé à don Pédro; que, pendant ses embarras à Oporto, on l'a non seulement délaissé, mais qu'on a même essayé de toutes les intrigues qui pouvaient le perdre ; et, il faut le dire à la louange de ce prince, il faut lui rendre une justice que la royauté qu'il honore lui refuse : il a tout fait pour le succès de sa cause ; il a payé de sa personne au milieu des plus grandes difficultés; lorsque l'arrivée de Bourmont avait jeté la terreur dans son entourage, il a résisté au conseil que son ministère lui donnait de pourvoir à sa sûreté personnelle, sous prétexte d'aller joindre l'expédition des Algarves. Il a déclaré qu'il s'ensevelirait sous les ruines de la ville.

Aujourd'hui c'est encore son activité, son énergie, qui sauveront Lisbonne, si la ville n'est livrée par l'abandon de lord William Russell, et si l'amiral Parker n'a pas la hardiesse de dépasser ses timides instructions. Mais, depuis le départ de la jeune reine, il y a eu changement complet dans la politique du gouvernement anglais : il s'est décidé, en dépit de l'influence française, à une intervention indispensable. Lord Russell et l'amiral reçoivent par le Soho de nouvelles instructions. Puissent-elles ne pas arriver trop tard ! Dans ces mauvais procédés de la cour des Tuileries pour don Pedro et les princesses, il y a plus qu'un mécontentement de famille. On aura peine à le croire, c'est surtout par ménagement pour l'Espagne qu'on a suivi cet absurde système, et il est curieux de savoir comment l'Espagne a répondu à tant de complaisance. M. Strafford-Canning, envoyé, d'accord avec la France, à Madrid, pour y obtenir la reconnaissance de dona Maria, a été amusé et retenu par M. Zea, qui, au fait de toutes les intrigues des puissances, du Portugal, des armemens qu'on préparait pour don Miguel, et enfin de l'équipée de Bourmont, a fini par repousser toutes les propositions. M. Canning est revenu très désappointé, et les deux cabinets se sont trouvés passablement humiliés de cette mystification. L'Espagne, avec sa lenteur tout à la fois naturelle et calculée, a évité tout ce qui pouvait servir à rompre cette négociation, et a poussé la précaution jusqu'à laisser son nouveau ministre à Londres, M. Vial, pendant plus de deux mois sans instructions. Dans cet intervalle il n'a même pas reçu une lettre de sa cour, et il a appris par les journaux seulement qu'il avait été nommé grand-croix de je ne sais plus quel ordre. Il y a quelques jours seulement que M. Zea, moins sûr du succès de ses amis en Portugal, a envoyé un courrier à Paris et à Londres pour proposer de reprendre la négociation de M. Strafford-Canning, déclarant que l'Espagne était prête à reconnaître dona Maria, à la condition que la France et l'Angleterre la garantiraient de toute entreprise directe ou indirecte de don Pedro, et l'engageraient enfin maintenir le gouvernement actuel contre toute tentative de l'intérieur et de l'extérieur; qu'en retour de ces bons services, M. Zéa s'engageait à faire décider dès à présent la question de régence en faveur de la reine, en adjoignant seulement au conseil de régence, dont elle aurait la présidence, l'infant don François de Paul. Il y avait à cet arrangement si heureux une condition qui devait passer inaperçu : c'étaient les fiançailles de la jeune infante avec le fils aîné de don Carlos. M. Zéa avait-il consulté ses puissans patrons du Nord pour changer si soudainement de politique ? Il est plus raisonnable de croire que c'est la réaction des événemens de Portugal qui commence en Espagne, et cette circonstance peut faire apprécier la force et la situation réelle du parti légitimiste et absolutiste dans la Péninsule. Le fait est que cette démarche de l'Espagne, coïncidant avec le départ de dona Maria, n'a pas peu contribué à modifier les intentions du gouvernement anglais, et que les dernières instructions envoyées il y a trois jours à lord Russell sont de sauver la cause de la reine, et de se mêler le moins possible, ce résultat obtenu, des affaires intérieures de Portugal. En attendant, M. Vial se morfond dans l'anti-chambre de lord Palmerston, demandant la réponse à la note de M. Zéa. On le renvoie d'un jour à l'autre, et on a fini par lui faire entendre que, puisqu'il avait été deux mois sans recevoir de nouvelles de sa cour, il ne devait pas être bien pressé de répondre à Madrid. Voilà, par le temps qui court, ce qu'on appelle de la diplomatie. C'est vraiment, de toutes les sciences inexactes, celle qui a fait le moins de progrès, et, si Figaro revenait au monde, ce serait encore le plus fort des ambassadeurs. O.

—On lit dans le *Sun* :

"On a beaucoup discuté ces jours derniers sur le plus ou moins de réalité des propositions qui auraient été faites par don Miguel à son frère : ce fait même a été démentis presque officiellement. Voici ce que nous disait à ce sujet une personne tout à fait en position d'être bien informée : "Il est possible qu'il n'y ait pas eu de *propositions directes* de la part des miguélistes; mais il est certain que le colonel Hare s'est rendu plus d'une fois, comme parlementaire, au quartier-général de don Miguel ou de Bourmont ; et la substance des communications échangées dans ces entrevues a dû être portée à la connaissance de lord William Russel. On pourrait demander également s'il n'est pas vrai que S. Exc., accompagnée du colonel Hare, ait obtenu de don Pedro une audience pour lui faire part de ce qui s'était passé avec Bourmont. Ce nous assure même que le régent aurait répondu qu'il réclamait toute intervention étrangère, attendu que, vu la position satisfaisante où il se trouvait et l'état de ses forces, il regardait la partie comme gagnée pour lui."

"L'opinion générale maintenant est que Bourmont cherchera à prolonger la lutte aussi long-temps que possible ; mais reste à savoir quel est son but principal, et si c'est pour don Miguel lui-même ou pour l'intérêt de la faction légitimiste qu'il a pris les armes. Nous penchons, nous, pour cette dernière supposition ; mais outre les services qu'il peut rendre à la cause de Henri V, il est probable que le maréchal a également en vue d'appuyer les prétentions de don Carlos, et que, connaissant l'état de langueur de Ferdinand et ayant dans la personne de Cordava une créature dévouée au ministère espagnol, il espère être prêt à agir quand le moment sera venu.

"Nous avons sous les yeux des lettres particulières de Lisbonne, dans lesquelles on exprime à plusieurs reprises le désir de former une alliance la plus intime et la plus amicale possible avec la Grande-Bretagne, et de voir adopter un système libéral de réciprocité commerciale favorable aux deux nations : nous tenons en outre de bonne source que don Pedro et son ministère actuel ne demandent pas mieux que de replacer l'Angleterre dans la position avantageuse où elle se trouvait au commencement de la lutte actuelle. Mais tout en faisant cette concession, les constitutionnels influens déclarent qu'ils ne sont liés à aucune puissance étrangère par reconnaissance pour l'assistance directe ou indirecte qu'ils en auraient reçue. Ils ajoutent que s'ils triomphaient (ce dont ils ne doutent pas), ils ne devront qu'à eux-mêmes, à leurs propres ressources et à leur ferme résolution de vaincre ou de mourir. Quand à la coopération que leur ont prêtée les troupes étrangères engagées à leur service, coopération dont ils sont les premiers à reconnaître l'immense utilité, elle a été, disent-ils, obtenue par leurs efforts et par leurs propres deniers.

"Ceci s'adresse principalement à notre gouvernement, qui, comme on sait, s'est montré si rigide observateur du principe funeste de non-intervention à l'égard du Portugal, ou plutôt qui ne s'en est départi que dans un sens défavorable aux constitutionnels. Cette conduite a vivement blessé les loyaux Portugais qui attendaient mieux d'un peuple libre et d'un ancien allié. Aussi, à leurs yeux, l'Angleterre est placée sur la même ligne que toutes les autres nations. Cependant, nous le répétons, le gouvernement de don Pedro ne demande pas mieux que de renouer avec la Grande-Bretagne les mêmes liens d'amitié et d'alliance. Mais, d'un autre côté, voici ce qu'ils disent au ministère anglais : "La non intervention a constamment été votre mot d'ordre depuis que la lutte est déclarée entre l'usurpation et la légitimité, entre la tyrannie et la liberté, entre l'absolutisme et le régime constitutionnel. D'après cela, nous sommes en droit d'espérer; et nous entendons qu'une fois la lutte terminée, vous ne vous départirez pas de votre système, et que vous ne voudrez pas vous mêler de nos affaires intérieures. Faites nous grâce, une fois pour toutes de, votre quasi-protection qui, dans tous les temps, nous a été si funeste. Rappelez-vous qu'en 1820 la sympathie que vous nous avez témoigné n'a servi qu'à rendre les despotes de l'Europe plus hostiles à la révolution d'alors. Votre intervention en 1820 vous a forcés d'envoyer des troupes dans ce pays pour guérir les maux dont vous seuls avez été cause. En 1828, ces mêmes troupes nous ont empêché de chasser l'usurpateur, et elles ont contribué à consolider le gouvernement de l'usurpateur, et par là tous les malheurs dont nous gémissons encore en ce moment."

COMMERCIAL.

BORDEAUX, 30 septembre.

Cafés—96 balles Louisiane, de 132f. 50 c. à 133f., de l'ord. à belle et bonne marchandise, acq.

69 balles ditto ditto, expédiées directement.

Toisatures—80 surons chocheniller, grise et zacatille, en cent. réel, de 12f. 50 à 13f.

1050 qx. bois de Campêche, coupe d'Espagne, acq. de 11f. 11f. 50c.

Marché de New-York, 9 novembre.

Coton—Les ventes de la semaine s'élèvent à environ 2000 balles, presque toutes Uplands, nouvelle récolte, de 15 à 15 1-2; Caroline du Nord 16 à 16 1-2; 150 Louisiane, nouvelle 16 à 18 cents. Nous avons à noter une baisse d'un 1-4 à un 1-2 cent, sur nos prix antérieurs.—Importations de la semaine 2[illegible] balles.

Mélasse—Les demandes sont fortes, et le marché est d'autant plus actif que les prix sont réduits. Depuis notre dernier rapport 1000 boucauts ont été vendus, y inclus quelques Louisiane et Porto-Rico de 33 à 34 cents, et des Trinités à 33.

Sucre—90 boucauts Louisiane, qualités inférieures à bonne, ont été vendues à l'encan à 8 cents, à terme. 31 Porto-Rico à 7 7-8.

Tabac—40 boucauts Kentucky à 8 1-2; et 35 à 6 cents.—A l'encan 30 ditto de 4 1-2 à 6.

Extrait du Prix Courrent de Benj. Levy.

NELLE.-ORLEANS, 23 novembre 1833.

REMARQUES—Le temps est toujours clair et un peu fr[illegible] Il y a tous les matins une forte gelée blanche suivie par d'un épais brouillard. Le mississipi est à la marque des eaux basses. La ville est saine.

Coton—Le marché n'est pas très animé, mais il s'est quelque peu relevé depuis quelques jours, c'est-à-dire depuis l'arrivée de nouvelles favorables de Liverpool. Les ventes se comme suit : du district ouest de Tennessée 490 balles 3-8; 200 à 12 2-8; 300 à 12 5-8; Tennessée, près Nashville à 12 1-2; Mississipi et Louisiane 340 à 14 1-4; 693 à 14 3-8; à 13; 950 à 15; et 1400 à 13 sous par livre dans l'ensemble. Nous n'avons rien à annoncer de nouveau si ce n'est qu'il a entre les négocians des opinions contradictoires quant au prix à coter. Et pour ne pas nous compromettre nous rapportons ce [illegible] cotent selon la première colonne ou les plus bas, et les autres adoptent la seconde colonne ou prix plus élevés. Nos cotes ont rapport à la classification de Orléans et nous pensons que le coton qui vaut actuellement 12 cents par livre est très rare. Arrivée depuis le 15 courant Mississipi Louisiane 1723 balles; Lac 233; Floride 59; Mobile 42; ensemble 12067 balles. Expédié dans le même temps pour Liverpool 1483; Havre 4847; ensemble 6332 balles. Ajoutant une addition à ce qu'il y a en ville de 5735 balles et restant en magasin, y inclus ce qui est à bord des bâtimens qui partis le 21 courant 09.102 balles.

Classification de Liverpool.

Ordinaire,	— à —		
Moyen,	12 1-2 à —		en date
Courant,	13 à 13 1-2		
Bon courant,	14 à 14 1-2		
Bon et supérieur,	15 à 16		

Sucre—En ville il s'est fait quelques ventes à 7 sous du sucre très belle qualité, mais l'article est peu demandé en ce prix. Le marché est languissant de 6 1-2 à 7 cents la livre ; sur plantations 7 sous et les lus haut prix dont nous avons connaissance, plusieurs planteurs qui ont toujours belles récoltes, ont vendus à ce taux. Expédié cette semaine pour Charleston 61 boucauts ; Norfolk 10 boucauts 715 barils.

Mélasse—Cet article est en grande demande, on le paie de 25 à 27 sous par gallon, les plus hauts prix ne s'obtiennent qu'à 28 sous. En ville, il s'est fait ventes à 28 sous. Expédié cette semaine pour New-York 191 boucauts, 75 barils, Charleston 127 barils.

Tabac—Nous mentionnons l'article par habitude. Il n'y a point ; et cependant il ne se fait rien point d'arrivages en ville. Expédié pour Havre 22 boucauts.

Farine—L'article est mieux que lors de notre dernier numéro ; les teneurs s'attendent à des délais dans les arrivages et demandent de 31 1-2 à 4 75 par baril ; d'un autre côté les acheteurs ne montrent aucune approbation et généralement se tiennent à l'écart, excepté pour les demandes présentes. Arrivé cette semaine 3706 barils.

Whisky—Est à peu près dans la même situation que lors de nos dernières remarques, languissant à 31 et 32 sous par gallon. Arrivé cette semaine 314 barils.

Gru ausse—Ce n'est qu'avec incertitude que nous pourrions rien cotiser ou dire à ce sujet. L'article est languissant et il y a tant d'opinion en conflit que nous les incluons toutes de 8, 9, 9 1-2 à 10 1-2 sous par livre. Arrivé cette semaine 294 frontins.

Jambon, Porc et Bœuf—Cet article est fort sure et en demande à des prix élevés en détail. Il ne se fait rien d'ailleurs. Arrivé cette semaine, jambon 1000 livres ; porc 8 barils; bœuf 8 barils.

Corde et Toile d'Emballage—La toile d'emballage à 25 cents par yard, et la corde d'emballage de 9 à 10 sous par livre. Peu de vente, demandes limitées. Arrivé cette semaine 461 pièces, 499 rouleaux.

Plomb en Saumon, Même prix, $5,12 1-2 par 100 livres. Il est toujours en demande, quelques parties obtiennent un prix un peu plus élevé. Arrivé cette semaine 6136 saumons.

Maïs en sacs—Il y en a beaucoup en magasin, et il se vend peu. En épis sur la levée ; et il est en bonne demande. Arrivé cette semaine 1200 barils.

Foin—Les dernières cargaisons étaient à [illegible] cents par 100 livres sur la levée.

Chaux—La dernière vente par cargaison était à $2,37 1-2 ; il en est arrivé une autre ; point de vente encore ; demande.

Huile de Baleine—S'est vendu cette semaine à 37 1-2, 38 sous la livre. Demande ordinaire.

Amandes—En premières mains se vendant à 12 1-2 sous par livre.

Huiles—En général ne changent pas, excepté l'huile de lin, elle languit à 55 cents par gallon, à 4 mois.

Poivre—Les dernières ventes étaient à 8 1-2 sous par livre.

Frets—La demande de navires augmente ; les frets pour Liverpool ont haussé. Nous cottons les navires américains 9-16 ; anglais 1-2 par livre de coton.

ACTIONS.

Banque d'Etat de la Louis., actions entières	$21 par 100 prim.
Do do do 3-5mes. payés.	
Banque d'Orléans, actions entières	13 1-2 pr et prim.
Do do demi actions,	
Banque de la Louisiane, $130 pr 100, rares—point de ventes.	
Association Consolidée, actions de $500 4 p. c. de prime offert.	
Comp de la Banque et du Canal de la N. O. $114 pr 100 payés	
Banque de la Cité $114 pr 100 payés	
Banque de l'Union, ville $10, campagne $12 par actions	
Banque du Commerce de la N. O. $8 1-2 à 9 de prime.	
Banque des Artisans et Négociants $4 à 4 1-4 sur $15 p ne $50	
Comp d'Ass. de l'Etat de la Lou $60 de prime sur 250 p ventes	
Comp d'Assurance de la Louisiane $125 pr $100 dernière vente	
Comp d'Assurance d'Orléans, $700 payés—vendu à $900	
Comp d'Assurance du Mississipi, $70 pr $50 payés—der vente	
Comp d'Assurance des Négociants, $40 à $41 pr $30 p.—vente	
Comp de Navigation d'Orléans le pair demandé	
Comp du Chemin à Coulisse de Pont $112 à 113 pr 100 payés	
Comp d'Assurance de l'Ouest $12 de prime sur $50 payés	

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Navire Mississipi, Miner, New York,	Foster and Hutton
Brick America, Williams, Charleston,	J A Barrelli
Barque Harlequin, Ashton, Liverpool,	B Booth and Co
Barque Protector, Lewis do	Gordon, Forstall & co
Brick Eliza, Davidson, Alexander, Kingston,	Zacharie & co
Brick Premium, Walker, New-York,	A. Lanfear.
Goël. Minerva, Ferrtet, Mobile,	Capitaine.
Goël. Eclipse, McClanaghân, Honduras,	J Leblanc.

ARRIVES.

Bateau à vapeur Huntress, Herriman, de la passe du S. O. ayant mis en mer le brick Elfa et la goël. St.-Francisco Intrepide—Il a amené dans le port le navire Champion, Duncan, de Balth, et le nav. John Hale, Crowell, de Portsmouth—Il a laissé la barre vendredi à midi—En dehors de la barre, le brick Henriette, de Philadelphie et le brick Mary Ann, de Thomastown—Rien de nouveau dans le fleuve.

Bateau de remorque Porpoise, de la passe sud-ouest, avec le Natchez, l'Hebren, le Triton et la Josefa—rencontré plusieurs batimens en rivière.

Navire Natchez, White, de New-York.

Navire Champion, Duncan, de Bath, chargement de planches, foin, patasses, au cap.

Navire John Hale, Crowell, de Portsmouth, avec un chargement au capitaine.

Brick Alpine, Parker, de New York, avec des pierres à paver et du foin.

Brick Triton, de Humbourg.

Brick Hebren, de Newburyport.

Goëlette Josefa, Dardantes, de Campêche.

Sloop Jackson, de la côte, avec 82 boucauts de sucre, à divers.

Bateau à vapeur Friend, Brand, de l'Est Baton-Rouge.—chargement de sucre, mélasse, coton, etc.

Bateau à vapeur Daniel O'Connel, de Louisville, chargement de coton.

Bateau à vapeur Dover, Sturgess, de Louisville, avec du coton.

Bateau à vapeur Black Hawk, Sheridan, de la Pointe Coupée, avec du coton, mélasse &c.

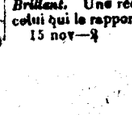
Bateau à vapeur Otto, Hill, de St Louis.

Bateau à vapeur Napoleon, Stone, de Louisville, avec du coton.

Bateau à vapeur Scotland, Buckner, de Louisville.

Bateau à vapeur Mohawk, Fendren, de Paduca.

Bateau à vapeur Huntsville, Selleck, du Bayou Sarah.



PERDU dans la journée de mardi, 13 courant, un petit CHIEN BRAQUEUL, tout blanc, n'ayant qu'une petite tache rousse au dessus de la queue. Il porte un collier en cuivre, sans marque, et répond au nom de *Brillant*. Une récompense de cinq piastres sera donnée à celui qui le rapportera à l'imprimerie de cette feuille.

15 nov—2

DEMAIN!

LOTERIE

DE L'EGLISE EVANGELIQUE *Française—Classe No. 10, de 1833.*

Devant être tirée dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le mardi, 23 du courant.

D. MALCOLM, DIRECTEUR ET PROPRIETAIRE,
D'après l'acte autorisant la Loterie.

36 NUMEROS ——— 6 TIRAGES.

Billets seulement à $4—Coupons en proportion.
Paquets de 12 billets entiers $48, garantis devoir tirer $24.

GROS LOT:

12000 PIASTRES

PROSPECTUS :

1 Lot de	$12000	est de	$12000
1 "	3000	"	3000
1 "	1500	"	1500
1 "	1200	"	1200
1 "	1000	"	1000
1 "	800	"	800
6 "	500	"	3000
12 "	300	"	3600
12 "	200	"	2500
24 "	150	"	3600
60 "	100	"	6000
190 "	30	"	5400
180 "	20	"	3600
2240 "	8	"	18720
15660 "	3	"	62640
19480 Lots montant à			$128,640

BUREAU DE MALCOLM,

Maison Girod, 2d étage, directement en face de la Bourse Hewlett, où l'on entreprendra toute espèce d'affaires de COURTAGE ET DE CHANGE, à des termes avantageux. On y échange aussi des monnaies sans cours, des pièces d'or &c. à des taux modérés. 23 nov

NUMEROS TIRES

de la 10ème. Classes pour l'année 1833, de la loterie de l'Eglise française Evangélique.

20—50—22—11—24—32—30—47—25—40

Classe extra, No. 10, gros lot, $12000, billets $3. Mardi soir, 26 du courant.

25 nov D. MALCOLM, directeur.

AVIS—Le *sieur Jean Antoine Mangin*, nouvellement arrivé de France; forgeron, mécanicien et serrurier, a l'honneur de prévenir les habitants de cette ville, et ceux de la campagne, qu'il vient d'ouvrir un atelier dans la rue d'Orléans, No. 96, encoignure Dauphine, et se chargera de tous les ouvrages de sa partie. Il espère son assiduité et la solidité de son travail, méritera la bienveillance de ceux qui l'honoreront de leur confiance.

25 nov—g

MME. MEYER, couturière en robes, arrivant de Paris, a l'honneur de prévenir les dames qui voudront l'honorer de leur confiance qu'elles trouveront chez elle un assortiment de NOUVELLES MODES françaises. Elle demande de suite des ouvrières [illegible]

du 23, un portefeuille en maroquin noir, avec [illegible] en acier, contenant $60 en billets de banque de [illegible] et 85 de la banque de l'Union de cette ville ; ainsi un billet de Philip Hart, à l'ordre de George Patterson, payable 90 jours de date, portant hypothèque. L'obligation n'est être d'aucun usage pour qui que ce soit, attendu que le paiement a été arrêté. Une récompense honnête sera donnée à la personne qui rapportera le portefeuille ou son contenu au bureau du *Courrier*, ou à A. G. WILSON, rue du Bassin, entre celles de la Douane et [illegible] ville. 25 nov—6

THEODORE NICOLET & Co., ont transporté leur bureau de la rue Royale à la rue Toulouse, No. 30, entre Chartres et Levée. 25 nov

A VENDRE par les soussignés, 42 boucauts Sucre premier qualité en débarquement du bateau la Vengeance, vis-à-vis le ferry.

25 nov THEOD. NICOLET & CO.

LETTRES DE CHANGE sur Paris, Bordeaux et Marseille à vendre par JULES LE BLANC,

25 nov rue Royale, No. 103

EN vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. G. Préval, juge consulier de la cour de cité, j'exposerai en vente, le jeudi 5 décembre prochain, à 4 heures, sur les lieux, 1 comptoir, étagères, carafes, barriques vides, et divers bouteilles de liqueurs, et tout le conten